

Changer notre manière d'agir

Symposium public de la Cnuced

Partage international n° [265](#) -
Septembre 2010

par Luc Guillory

Le deuxième symposium public de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) s'est tenu à Genève, les 10 et 11 mai 2010. Cette rencontre a porté sur les effets durables de la crise économique et financière mondiale et sur les nouvelles voies qu'il convient d'explorer. Plus de 300 représentants venus du monde entier - leaders d'opinions de la société civile, représentants du secteur privé, membres de délégations diplomatiques, agences des Nations unies et autres organisations internationales - se sont réunis afin de débattre autour des défis les plus importants auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays en voie de développement. Contrastant avec le premier symposium public de 2009, la rencontre de cette année a montré un changement significatif de position, chez de nombreux panélistes et au sein des agences onusiennes, en faveur d'une approche plus holistique. Nombreux sont les discours qui ont reflété des préoccupations et des solutions qui s'approchent des priorités définies par Maitreya. Luc Guillory, auteur d'un écrit publié à l'occasion du symposium, a participé à la réunion de Genève et a rédigé un rapport pour Partage international.

De nouvelles approches

Alors qu'il ne reste que cinq ans pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire (ODM) de 2015, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a invité les responsables politiques du monde à participer à un sommet à New York du 20 au 22 septembre prochain, afin d'accélérer les progrès vers ces objectifs ; le symposium de la Cnuced à Genève constituait l'une des nombreuses réunions préparatoires à ce sommet.

Mettant l'accent sur le besoin urgent de nouveaux engagements pour atteindre les ODM, le président de la Cnuced, Jean Feyder, a ouvert le symposium en exhortant les gouvernements à jouer un rôle actif prépondérant dans les domaines du développement, de la finance et pour l'augmentation de la

production, par opposition à la présente attitude de *laisser-faire* qui laisse le champ libre à la domination des forces du marché. La plus grande préoccupation, a-t-il souligné, est qu'un milliard de personnes souffrent de la faim. Les politiques de développement futures doivent intégrer la relance de l'agriculture, la régulation et la protection des petites exploitations agricoles face à la compétition internationale. La Cnuced explore de nouvelles approches telles que la mise en place d'un plan Marshall mondial, afin de résoudre les problèmes du monde.

Supachai Panitchpakdi, secrétaire général de la Cnuced, a concédé que les statistiques sur la faim n'allaient « *pas dans le bon sens* ». Un an après l'éclatement de la crise financière, le monde a accompli peu de choses en direction d'une gouvernance mondiale plus inclusive, a-t-il déclaré, le G20 ne représente pas les populations ni les nations du monde ; un vrai multilatéralisme doit se fonder sur le G192. Panitchpakdi a poursuivi en indiquant que les Nations unies étaient la seule institution disposant de la légitimité pour représenter la communauté mondiale, et qu'elle devrait en conséquence être impliquée de manière plus significative dans les décisions concernant la réforme systémique que l'économie mondiale. La stabilité du futur système financier international, et la prospérité qu'un tel système pourrait apporter, dépend de l'incorporation de *tous* les pays dans les processus de prises de décision, de contrôle et de régulation.

Jonathan Lynn, correspondant pour World Trade et pour l'agence de presse Reuters, s'est dit préoccupé du fait que si les banques se remettent de la crise grâce aux prêts à faible taux et autres mesures de sauvetage public, il n'en est rien pour les populations. Les marchés et les banques ont repris leurs anciennes méthodes et sont hermétiques à tout changement. Le casino mondial de la spéculation, presque déserté un an plus tôt, est de retour. Anne Jellema, directrice de Action Aid International basée en Afrique du Sud, a suggéré de retirer le commerce des denrées alimentaires du contrôle des marchés financiers. Il suffirait d'adapter une série de mesures simultanées telles que la régulation des marchés des commodités, un échange automatique d'informations fiscales, des rapports financiers pays par pays de la part des sociétés multinationales, et un système global de taxation comme les taxes sur le carbone ou sur les transactions financières.

Un autre orateur a défendu l'idée que la meilleure solution serait de fermer purement et simplement les marchés financiers car ils ne servent plus à créer de la richesse, ou encore de séparer les sections du marché qui ont une fonction sociale de celles qui sont purement motivées par la spéculation de type casino.

Faciliter l'émission par le Fonds monétaire international (FMI) des Droits de tirage spéciaux (DTS) permettrait aux pays les moins avancés (PMA) d'obtenir des prêts à taux moins élevés que les capitaux qu'ils peuvent lever sur les marchés financiers. La clé, comme l'a indiqué l'un des panélistes, est d'offrir aux pays pauvres l'accès aux DTS sans leur imposer les politiques d'ajustement structurels qui contraignent les gouvernements à réduire les dépenses sociales, les salaires réels et l'emploi, ainsi qu'à ouvrir leur marché national à la concurrence internationale, les livrant à la merci des marchés financiers prédateurs qui imposent des taux d'intérêt élevés en contrepartie du financement de la dette souveraine de ces PMA.

Des réformes du système monétaire international sont également essentielles afin d'empêcher la spéculation sur les devises et pour éviter les distorsions dans les échanges commerciaux. Une nouvelle devise de réserve internationale, basée sur le dispositif des DTS ou un autre système équivalent, apporterait une alternative plus stable. Des taux de change constants entre les devises seraient au cœur du nouveau mécanisme. Il est temps de s'engager vers une gestion démocratique de l'ordre monétaire mondial.

Crise alimentaire

Un autre sujet d'inquiétude soulevé par les participants au symposium concernait la crise alimentaire actuelle. On estime entre un et un milliard et demi le nombre d'hommes souffrant de la faim dans le monde. David Nabarro (représentant spécial sur la Sécurité alimentaire et la nutrition du groupe d'experts de l'Onu sur la Crise de la sécurité alimentaire mondiale) a exhorté à une action plus musclée pour promouvoir le développement rural, réduire le chômage et alléger le fardeau que supportent les femmes dans les foyers ruraux. Les femmes comptent pour 70 % des travailleurs agricoles dans les pays en voie de développement. Au total, il faudrait investir chaque année près de 44 milliards de dollars dans ces pays afin de revigorer l'agriculture - une somme infime comparée aux dépenses militaires.

Heiner Flassbeck (directeur au sein de la CnuCED du Département sur la mondialisation et les stratégies

de développement) a rappelé que les prix des principales denrées alimentaires (riz, blé, sucre) sont déterminés par la spéculation financière qui fausse les mécanismes de l'offre et de la demande. Nous devons remettre en question le dogme selon lequel les « *marchés sont toujours justes* » ; la plupart du temps ils sont injustes s'est-il exclamé. Les gouvernements devraient arrêter de subventionner la spéculation boursière. Les prix devraient être déterminés par la communauté internationale, non par le marché.

Une nouvelle gouvernance

Le besoin de démocratisation de la gouvernance mondiale a également tenu une place privilégiée dans les débats du symposium. L'ordre mondial actuel sert principalement les intérêts des pays développés. Par le passé, ces pays disposaient de surplus structurels tandis que les pays en développement présentaient des déficits ; dorénavant, les flux de capitaux sont inversés et vont des pays en développement vers les pays développés.

La libéralisation des flux de capitaux n'a pas contribué au développement, mais a généré des bulles d'actifs ainsi qu'un surinvestissement dans certaines économies. La crise a démontré que les déséquilibres mondiaux ne pouvaient pas perdurer éternellement. H. Flassbeck a déclaré que l'idée du président américain Obama de séparer les marchés financiers d'utilité publique réelle des activités de casino permettrait de réguler plus efficacement la finance internationale. La compétition entre les nations doit cesser de toute urgence.

Les initiatives monétaires régionales pourraient constituer un moyen pour les gouvernements de reprendre la main. Dans le cas de l'Amérique latine, Pedro Paez, président de la Commission technique équatorienne pour une nouvelle architecture financière régionale, a expliqué qu'un groupe de pays s'attachent à construire un cadre de coopération financière régionale, qui associerait une banque de développement régionale, un fonds de réserve commun, et un dispositif régional de règlements des transactions basé sur une nouvelle devise (coexistant avec et soutenant les devises nationales). Cet agencement aiderait ces pays à protéger leurs économies nationales contre les caprices des marchés financiers internationaux. Dans le même temps, il permettrait à la politique publique de mieux guider la finance vers le soutien à des initiatives d'investissements locaux productifs et vers des objectifs de plein emploi.

Nous ne pouvons laisser le G8 ou le G20 décider de

la vie de milliards de gens s'est exclamé P. Paez, particulièrement du fait que la crise trouve son origine dans les pays du Nord ; nous laissons des gens mourir de faim par millions, mais quand il s'est agi de sauver la finance internationale, tous les obstacles ont rapidement été levés au sein du FMI et des milliers de milliards de dollars ont été injectés pour voler au secours des financiers. Cette crise est la crise de notre mode de vie : l'humanité doit repenser et rebâtir ses modes de relation. Cela implique un nouveau système bancaire, un nouvel ordre monétaire qui ne soit pas dépendant du dollar américain, des taux de change fixes et ajustables, des taxes sur les transactions financières, un moratoire sur la dette externe, ainsi qu'un nouveau type de banque centrale pour garantir aux nations la stabilité. Techniquement parlant, cela pourrait être accompli sans délai, a-t-il conclu.

Stratégies alternatives

Les PMA devraient être admises à la table des négociations avec les nations puissantes - à l'opposé de ce qui se passe actuellement sous la férule du G20. Aucun pays ne devrait être exclu des processus de décision. Jomo Kwame Sundaram, assistant du secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales de l'Onu, a affirmé que le temps était venu d'œuvrer à la coopération économique, tandis que Jayati Gosh, professeur d'économie et présidente du Centre des études et de la planification économiques de l'Inde, a pour sa part soutenu l'idée qu'un plan Marshall pour les pays en développement était désormais vraiment nécessaire. Nous avons besoin d'une approche tout à fait différente des affaires du monde, une approche de sociétaires dépositaires des affaires mondiales, et en particulier d'un équilibre entre créanciers et débiteurs.

P. Paez a proposé que les ressources allouées au FMI soient transférées à un nouvel organisme offrant de nouvelles conditions d'accès aux ressources financières, sans les habituelles conditionnalités. Nous avons besoin d'une vision nouvelle. Nous devons bâtir une coalition de 192 pays. La société civile reconnaît déjà que le changement est

impératif, sinon l'histoire de la race humaine pourrait bien se terminer en foire d'empoigne.

Au cours de la session plénière de clôture, Mary Robinson, présidente de Realizing Rights : l'Initiative mondiale éthique, et ancien haut commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, a mis l'accent sur la nécessité de s'attaquer aux problèmes récurrents de l'inégalité et de l'exclusion sociale par l'émancipation des pauvres à travers quatre piliers : l'accès à la justice, le droit du travail, le droit foncier et le droit des affaires. Elle a souligné que les pays développés doivent se montrer à la hauteur des aides promises et les gouvernements doivent être redevables de budgets qui soutiennent les priorités de développement. Tenir tous les gouvernements pour responsables reviendrait à dire que les 20 milliards de dollars promis pour soutenir l'agriculture se matérialiseraient effectivement, et que l'investissement étranger en Afrique se traduirait par de réelles améliorations au niveau des habitants et des foyers.

Les mots de conclusion sont revenus à Petko Draganov, sous secrétaire général de la Cnuced, ainsi qu'au président Feyder, qui ont avalisé le fait que nous devons changer notre manière d'agir - le mode ancien ne fonctionne plus. Nous devons entendre les voix du G192 et non juste celles du G20. Nous nous tenons à la croisée des chemins. L'exemple du Plan Marshall devrait nous inspirer à concevoir le nouveau modèle qui remplacera ce « *piètre système* » connu sous le patronyme de Consensus de Washington. Le nouveau modèle devra se fonder sur le plein respect des droits de l'homme, ce qui inclut la sécurité alimentaire et non les seuls droits politiques et civiques. Au cours de ce symposium, nous avons trouvé les mots, espérons que nous pourrions accomplir le travail.

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()